



Lettre d'information

Anne SANDER

Députée européenne

Les Républicains

Bourgogne-Franche-Comté

Grand Est (Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine)



EDITORIAL

AU SOMMAIRE

Encore un an pour accélérer !

Le travail parlementaire a repris au début du mois de septembre pour la dernière année de cette mandature. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cette rentrée fut chargée et qu'elle donne le tempo de ces prochains mois !

La rentrée été marquée par le Discours sur l'État de l'Union délivré par le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Ce discours, prononcé tous les ans, permet à la fois de faire le bilan de l'année écoulée et de fixer les priorités de l'année à venir. Il

Maintenant, on accélère

s'agit d'un moment politique clé, d'ailleurs copié par le Président Macron qui réalise ce genre d'exercice désormais tous les ans devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles.

Au cours de ce discours, je salue la volonté du Président Juncker de mettre l'accent sur la protection des frontières extérieures de l'Union européenne, en renforçant le corps des gardes-frontières européens et en le faisant passer à 10.000 agents, ainsi que sur la lutte contre la propagande terroriste,

en demandant le retrait de toute propagande terroriste sur internet.

D'autres annonces emportent beaucoup moins mon adhésion, comme ses déclarations sur la changement d'heure. Je pense, et je ne suis pas la seule, que ce sujet est bien loin des préoccupations des Français et des Européens. En cela, bien que je peux en

comprendre la démarche, le timing n'est définitivement pas le bon ! J'avais d'ailleurs déjà mis en garde mes collègues il y a plusieurs mois en signant

une résolution visant à demander un délai de réflexion supplémentaire sur cette mesure.

Malgré cela, le discours de Jean-Claude Juncker était combattif et je tiens à saluer son bilan qui fut celui d'une Europe forte, d'une Europe sociale et d'une Europe conquérante ! Maintenant, on accélère !



Commissions parlementaires

PME, financements, affaires sociales, agriculture, université sont autant de thèmes sur lesquels je me suis investie en commissions et en séance plénière.

Page 2



En circonscription

Aller à votre rencontre, sur le terrain, pour promouvoir les actions de l'Europe et faire remonter vos préoccupations : tels sont les enjeux de mon action au quotidien en Bourgogne-Franche-Comté et dans le Grand-Est (Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine).

Page 3 et 4

Marchés de croissance : améliorer le financement des PME et ETI



Le 24 septembre, j'ai présenté mon projet de rapport visant à améliorer le financement des PME et ETI - Entreprise de taille intermédiaire. Le but est de faciliter l'accès aux marchés financiers pour ces entreprises qui sont en forte croissance et qui seront potentiellement des leaders dans leurs secteurs respectifs. Aujourd'hui, les sources traditionnelles de financement ne sont pas toujours adaptées à la croissance de ces entreprises dans les secteurs comme la santé, le numérique ou les hautes technologies. Le but de mon rapport est donc de supprimer les barrières inutiles et de donner plus de flexibilité aux PME et ETI pour accéder aux marchés financiers.

Avenir du Fonds Social Européen : pour une simplification

Début septembre, j'ai déposé des amendements portant sur le nouveau règlement pour le Fonds social européen (FSE), ce programme très important pour nos territoires car finançant des actions pour faciliter l'accès au marché de l'emploi et améliorer la cohésion sociale. La priorité est, dans l'avenir, de simplifier le montage des dossiers pour les porteurs de projet. Je demande aussi que puissent être prises en compte, les disparités, au sein d'une même région, lors de l'allocation des fonds. Enfin, il est pour moi primordial que ce programme puisse continuer à être géré par les Régions, afin qu'il soit le plus en phase possible avec la réalité de nos territoires.

Obligations d'information des employeurs vis à vis de ses salariés : laisser le temps aux PME



J'ai déposé des amendements sur la proposition de directive européenne encadrant les obligations d'information qu'a un employeur vis à vis de ses salariés. Pour que ce texte soit applicable par les entreprises, en particulier par les PME, il est pour moi essentiel de leur laisser un délai suffisant pour délivrer à leurs salariés l'ensemble des informations. Je me suis battue aussi pour qu'une dérogation soit accordée à nos forces armées, nos pompiers et nos travailleurs saisonniers du secteur agricole. Que ce soit des situations d'urgence ou des aléas climatiques, il est impossible de prévoir à l'avance leurs jours et leurs heures de travail.

Participation financière des salariés : de grandes avancées



Mon rapport portant sur la participation financière des salariés a été voté, en octobre, au Parlement européen. L'objectif de ce texte est d'encourager le développement de cette pratique dans toute l'Union car elle est notamment un moyen de partager plus équitablement la valeur au sein de l'entreprise, mais aussi d'impliquer et d'encourager d'avantage les salariés.

Plateformes de crowdfunding : établir un cadre européen



Début septembre, j'ai déposé des amendements sur le nouveau règlement visant à établir un cadre réglementaire européen pour les plateformes de crowdfunding. Aujourd'hui, seuls quelques pays ont des cadres nationaux. Le but de ce régime européen est de permettre à ces plateformes de se développer de manière transfrontalière et d'offrir leurs services partout en Europe. Dans mes amendements, j'ai souhaité insister sur le renforcement de la protection des investisseurs et laisser la possibilité aux plateformes d'investir dans les projets qu'elles proposent tout en respectant des règles strictes de transparence.

Lutte contre le terrorisme : renforcer le contrôle de l'argent liquide

En plénière du Parlement européen, j'ai voté en faveur du règlement visant à renforcer le contrôle de l'argent liquide entrant et sortant de l'Union européenne. Une mesure de plus pour lutter contre le financement du terrorisme.



Secheresse et avenir de la PAC : rencontre entre les parlementaires européens et les agriculteurs



A l'occasion de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg au mois de septembre, j'ai pris l'initiative d'organiser une rencontre entre les parlementaires français du Parti Populaire Européen (PPE) et les représentants syndicaux agricoles, pour découvrir une culture alsacienne peu connue, le houblon, mais surtout pour échanger sur deux sujets de préoccupation majeure pour la profession : la sécheresse et l'avenir de la PAC. Les craintes sont immenses et le travail du Parlement européen déterminant dans les négociations à venir pour sauver une politique agricole commune au service des agriculteurs, comme l'a rappelé, Michel Dantin, membre de la Commission Agriculture. En effet, la Commission européenne a publié des propositions basées sur une programmation technocratique verdie à l'extrême, fondées sur des stratégies nationales potentiellement divergentes, remettant autant en cause le caractère « commun » de la politique que son budget.



Avenir de la coopération transfrontalière en Europe : soutien à un budget conséquent

La Commission européenne a publié ses propositions pour le futur budget de l'Union européenne, pour la période 2021 à 2027, et notamment pour INTERREG, le fonds dédié à la coopération territoriale et transfrontalière en Europe. Avec mes collègues de la délégation française du Parti Populaire Européen, nous avons déposé un certain nombre d'amendements afin de défendre un budget plus ambitieux pour la coopération transfrontalière, un taux de cofinancement de l'Union européenne plus important, un droit d'exemption des règles des aides d'État et une simplification de la gestion et des contrôles des fonds alloués. La coopération transfrontalière est un enjeu majeur pour notre territoire, nous nous devons de la soutenir.



Centre européen de la Consommation : 25 ans de conseil gratuit aux consommateurs français et allemands



En 1993, au moment de la création du marché intérieur, les Centres européens de la Consommation (CEC) ont été créés pour exercer les missions de protection des consommateurs en Europe. Le choix symboliquement fort a été pris d'implanter le CEC France, à Kehl en Allemagne, dans les mêmes locaux que le CEC allemand. Depuis, il est la seule structure binationale du réseau européen et représente les deux centres les plus importants en Europe, impliqués dans plus de 50% des litiges traités au sein du réseau. Il permet à tous citoyens de bénéficier d'une expertise gratuite de juristes qualifiés pour les aider à résoudre à l'amiable leur litige en cas de problème dans les achats transfrontaliers. En tant que membre du Conseil d'administration, j'ai eu le plaisir de parrainer ses 25 ans d'existence, aux côtés de Vera Jourova, Commissaire européenne en charge de la Justice et des Consommateurs et de les soutenir dans leur stratégie de développement future.



IGP « Choucroute d'Alsace » : une victoire après un long combat !



20 ans, c'est le temps qu'aura pris l'attribution du Label européen Indication Géographique Protégé - IGP à la « Choucroute d'Alsace ». Depuis le début de mon mandat, je suis ce dossier de très près, notamment en rétablissant le lien entre les professionnels du territoire, les autorités françaises et les institutions européennes. Je me réjouis que le légume emblématique alsacien, transformé selon une méthode ancestrale de fermentation, soit maintenant protégé dans toute l'Union européenne, que le savoir-faire alsacien soit mis à l'honneur et qu'une réponse soit apportée aux consommateurs qui aspirent aujourd'hui à des signes d'authenticité et de qualité.



EUCOR : pour une Université européenne du Rhin Supérieur !



Constitué des universités situées dans l'espace transfrontalier du « Rhin Supérieur » (Bâle, Strasbourg et Mulhouse, Freiburg et Karlsruhe), Eucor – Le Campus européen forme aujourd'hui l'exemple le plus abouti, au plan européen, de coopération transnationale en termes de recherche, enseignement, transfert de connaissances et de technologies. En tant que membre du nouvellement créé organe consultatif d'Eucor, je suis intervenue auprès du Commissaire européen Tibor Navracsics, en charge de l'Éducation et de la Jeunesse, pour faire valoir ses spécificités, afin d'assurer une meilleure participation aux financements et programmes européens que propose la Commission européenne.



Conférences et visites

A votre rencontre sur le terrain



29 juin 2018 : Réunion décentralisée de la commission Emploi de la FNSEA.



1er juillet 2018 : À Brumath, Fête Champêtre des Républicains du Bas-Rhin.



4 juillet 2018 : Visite des communes jumelées de Herbsheim (FR) et Schuttern (DE), avec Annick Sittler.



7 juillet 2018 : Fête départementale des Républicains de Moselle, avec Christian Jacob et Fabien Di Filippo.



10 septembre 2018 : Visite des Maires de la 4^e circonscription du Haut-Rhin, avec leur Député, Raphaël Schellenberger.



12 septembre 2018 : Accueil de l'arrivée de la Charity Run, organisée par le Lions Club.

Contacts : anne.sander@ep.europa.eu
Parlement européen
1, avenue du Président Robert Schuman - 67070 Strasbourg
T : +33 3 88 1 77 525 - F : +33 3 88 1 79 525
www.annesander.eu

Suivez mon actualité sur Facebook et Twitter !

[@ASanderMEP](https://www.facebook.com/ASanderMEP) - [Anne Sander](https://twitter.com/ASanderMEP)



12 septembre 2018 : Rencontre avec Michel Deneken, Président de l'Université de Strasbourg et ses vice-présidents.



13 septembre 2018 : Visite des élus de la Communauté de Communes du Pays de Bitche.



21 septembre 2018 : Accueil au Parlement européen à Strasbourg de l'Amicale Gaulliste du Sénat, avec son Président, Charles Guéné.



22 septembre 2018 : Rencontre avec Gérard Larcher, Président du Sénat et les parlementaires alsaciens.



22 septembre 2018 : À La Wantzenau, « Rendez-vous européen » avec les citoyens pour échanger sur l'Europe.



22 septembre 2018 : Lancement du jumelage entre Hoerdt et Büttelborn (Allemagne).



2 octobre 2018 : Visite de l'association « L'Avenir de Haguenau Ensemble », avec Claude Sturni, Maire de Haguenau.



3 octobre 2018 : Visite des militants Les Républicains de Moselle.



3 octobre 2018 : Visite des Conciliateurs de Justice d'Alsace.



3 octobre 2018 : Vernissage de l'exposition « Je suis devenu Européen dans les camps », en partenariat avec le Centre Européen du Résistant Déporté et le Lycée ORT.



4 octobre 2018 : Échanges avec les lycéens d'ORT et de Schirmeck, avec le Centre Européen du Résistant Déporté.



4 octobre 2018 : Remise du Label « Ecole Ambassadrice du Parlement européen » au Lycée Jean Geiler de Strasbourg.



8 octobre 2018 : À Offendorf, présentation du projet de maison de répit de l'association Asdepal, lors de la journée nationale des proches aidants.



22 octobre 2018 : Visite des Maires de la 7^e circonscription du Bas-Rhin, avec leur Député, Patrick Hetzel.

les **IR**
Républicains

groupe
ppe
au Parlement européen